

Une situation à haut risque d'inhumanité

Pistes d'analyse

.....

J'ai précédemment indiqué à quel point la grève de la faim met les grévistes à haut risque, de par la mise en jeu du corps, la rupture, la violence, l'impossible expression de la parole qu'une telle action met en scène. Mes notes de terrain montrent que les différents acteurs qui s'impliquent sont pris, d'une autre manière, dans ces mêmes risques. Je vais, dans ce chapitre, revenir plus en détails sur certains des acteurs pris dans ces enjeux, ceux que je connais le mieux : les grévistes (ainsi que leurs leaders, leurs soutiens algériens), l'« électron libre », et les soignants.

.....

Une situation à risque pour tous les acteurs

Il y a en fait de nombreux acteurs, comme on a déjà pu s'en rendre compte. En effet, si, de l'extérieur, la grève de la faim semble mettre en face à face un groupe de grévistes et l'Office des étrangers, beaucoup d'autres s'ajoutent à ce premier casting, qu'ils entrent clairement en scène ou restent dans les coulisses : les citoyens, éventuellement réunis en assemblée des voisins, les leaders et soutiens non grévistes mais aussi les sans-papiers, les militants, les avocats, les associations et les syndicats, les soignants, les ambulanciers et les services d'urgences, les CPAS, les journalistes, la police, les propriétaires des lieux occupés et les politiques qui font des

déclarations ou exercent des pressions en coulisses – sans oublier le ministre !

Tous ces acteurs se trouvent brutalement plongés dans une même histoire, sans toujours se rencontrer ; la plupart ont des disponibilités limitées. Certains sont là dès le début, beaucoup arrivent en cours de route. Ils occupent des places différentes, plus ou moins claires, ils ont différentes options politiques et stratégiques, différents agendas ; certains ont des compétences adaptées à la situation, une certaine légitimité et des références éthiques et déontologiques ; d'autres viennent avec leur cœur, complètement désarmés.

Et personne n'a un mandat clair, validé par un tiers ; au mieux, les avocats et les médecins sont appelés par les grévistes ou leurs leaders. C'est en fait de plus en plus souvent le cas : avec la multiplication des actions, ceux qui sont mobilisables parmi ces professionnels commencent à être connus. Mais, on l'a vu, même pour eux ce mandat n'est jamais donné une fois pour toutes, il n'est jamais à l'abri de la méfiance et peut toujours être remis en question.

Une telle complexité suscite bien évidemment incompréhension, méfiance, conflits ; des alliances stratégiques se créent, qui divisent de manière plus ou moins forte les divers acteurs entre eux. Et finalement le groupe des grévistes ne sait plus à quel saint se vouer...

Approchons-nous maintenant des quelques acteurs dont j'ai pu saisir un peu la manière d'agir et de percevoir la situation.

● Grévistes, leaders, soutiens

La grève de la faim est avant tout une expression collective, elle se veut porteuse de la parole d'un groupe : soit un groupe national marqué par un contexte spécifique comme dans le cas des Iraniens à l'université libre de Bruxelles ou des Afghans à Ixelles ; soit, plus largement, l'ensemble des sans-papiers – c'est, me semble-t-il, la création de l'UDEP qui a inauguré cet élargissement, et le mouvement de Saint-Boniface en a été la première



expression visible sur la scène politique et médiatique.

Ce collectif est, bien évidemment, constitué d'individus, et l'histoire personnelle, le trajet individuel de l'exil, donneraient sans doute quelques clés pour comprendre ce qui fait que, à un moment historique donné, quelqu'un entame une grève de la faim. J'aurais voulu approfondir cette question : je n'ai pas pu le faire dans le cadre de l'histoire que j'ai décrite ici, parce que je m'y suis impliquée en tant qu'acteur souhaitant intervenir sur les événements – la logique collective était dès lors prédominante, même si j'étais très sensible aux trajets individuels dont certaines bribes m'ont été livrées.

Il est, par ailleurs, très difficile d'approcher individuellement les grévistes de manière approfondie pendant le temps de la grève de la faim, tout d'abord, parce que les conditions ne s'y prêtent pas : les lieux ne permettent en général aucune intimité, et c'était particulièrement le cas à Saint-Gilles, où la promiscuité était totale. Le groupe contrôle et freine la parole individuelle – ce contrôle était fortement exercé à Saint-Gilles, mais il existe partout.

C'est d'ailleurs un aspect difficilement acceptable pour les médecins, j'y reviendrai ci-dessous.

Et le contrôle n'est pas qu'externe : bien que les grévistes de la faim recherchent le contact personnel, ils ont aussi une position, un discours qui met en avant le but politique de la grève, la solidarité du groupe et les motivations collectives. Ils sont dans l'ambivalence : d'un côté la relation personnelle leur est nécessaire, d'un autre côté ils craignent que des entretiens individuels approfondis viennent fragiliser leur détermination et déstabiliser leur adhésion à la stratégie collective. Or, ils se raccrochent d'autant plus au collectif que celui-ci leur apparaît comme leur seul espoir : le mouvement les a fait sortir de la misère individuelle, il a donné un sens collectif à leur souffrance, il les a mis dans un projet solidaire, alors que leur vie quotidienne est souvent émaillée de mensonge, d'exploitation, de compétition. L'incertitude que certains éprouvent très

probablement face à l'issue de la grève les renvoie à une solitude insupportable qu'ils ne peuvent psychologiquement pas laisser émerger.

Des bribes d'histoire m'ont été livrées par certains. Mais, comme à Saint-Boniface, de manière partielle, décousue et parfois stéréotypée. Il me semble évident que les sans-papiers ont une relation particulière à leur histoire, puisque celle-ci est devenue, parfois depuis de longues années, un enjeu fondamental dans leur demande d'asile et d'aide sociale. Ils ont dû raconter cette histoire à l'Office des étrangers dans un climat de non écoute et de suspicion, à des services sociaux dont ils espéraient obtenir une aide, à une femme qu'ils espéraient séduire... La manière de raconter son histoire est, pour un sans-papiers, toujours et avant tout un instrument dans une négociation : il faut trier ce qui est bon à dire, ajouter des éléments, transformer les faits, pour qu'ils soient acceptables ou simplement compréhensibles face à des interlocuteurs qui traquent les contradictions, qui les amènent à se couper, qui leur demandent des précisions impossibles, qui ne leur laissent pas le temps de retrouver leurs souvenirs et la logique interne de leur parole. Peut-être qu'après quelques mois, quelques années, ils ne savent plus eux-mêmes retrouver le fil, ils sont en quelque sorte dépossédés de leur « vraie » histoire, tout au moins de celle qu'ils pourraient se raconter en dehors de ces cadres extrêmement contraignants.

En outre, au moment d'une grève de la faim ou d'une autre action de lutte, ils craignent toujours, je pense, de livrer à un interlocuteur, aussi bienveillant soit-il, quelque chose qui pourrait menacer leur demande personnelle d'asile ou de régularisation.

Ceci pose un élément fondamental dans le trajet d'un sans-papiers, élément qui n'est finalement que poussé à son paroxysme dans une grève de la faim : celui de la méfiance, de la difficulté à développer une parole libérée de cette méfiance. Seule une longue relation peut faire surgir une parole authentique ; j'en ai eu l'expérience avec une femme iranienne dont je suis devenue amie et qui ne m'a dit la réalité de sa démarche d'exil

qu'après un an de relation, au moment où elle était régularisée.

Il est bien évident que, si l'exil est un trajet personnel, ce trajet s'enracine aussi dans une histoire collective. En l'occurrence, le groupe de Saint-Gilles rassemblait trois nationalités : 4 Mauritiens, 13 Algériens, un Marocain. Ce dernier, homme instruit, marié et père de deux enfants, m'a clairement dit s'être exilé pour des raisons personnelles qu'il m'a expliquées par petites touches. Il n'a fait aucune déclaration d'arrivée en Belgique, il est clandestin – il n'avait donc aucune chance d'être régularisé. En outre, il avait un travail et un logement qu'il a quittés pour rejoindre cette action. Sa participation à cette grève m'a vite paru assez mystérieuse. Il a d'ailleurs exprimé assez rapidement ses doutes et a quitté le mouvement avant la fin, comme les Mauritiens, ainsi que je l'ai raconté.

Les Mauritiens s'exilent pour des raisons toutes différentes des Algériens. Ce sont la plupart du temps (ou toujours peut-être) des noirs, le plus souvent des peuls. J'en avais rencontré plusieurs à Saint-Boniface : tous disaient être partis pour échapper à l'esclavage dont ils sont victimes de la part des maures blancs. Leurs parents avaient tous été esclaves. Aboli en 1980, l'esclavage reste pratiqué dans les faits, dans les mentalités, et le gouvernement maure est dictatorial. Il y a eu une grande opération d'expulsion des Noirs il y a 10 ou 20 ans, beaucoup ont fui vers le Sénégal. Les noirs restent discriminés et ont en général une situation économique précaire. Les quelques bribes d'histoire que j'ai pu récolter, à Saint-Boniface et Saint-Gilles, sont toujours assez semblables : arrestation pour appartenance à un groupe d'opposition ou arrestation injustifiée (comme dans l'histoire de ce chauffeur de taxi réquisitionné par des fonctionnaires maures et arrêté parce qu'il refuse de les emmener car il a fini sa journée), séjour en prison, évasion grâce à un ami, embarquement sur un bateau pour l'Europe grâce à une autre complicité.

Les Algériens, eux, racontent la longue période d'attentats terroristes attribués aux intégristes islamistes mais attisés voire commis aussi

par l'armée ; certains ont vécu de près ces attentats (« j'avais 15 ans, tu ne peux pas t'imaginer, j'ai vu des gens morts dans la rue, une tête coupée ») ; d'autres ne semblent pas avoir eu de telles expériences mais racontent le climat de terreur dans lequel a baigné l'Algérie pendant des années.

Ils parlent aussi de la situation actuelle en Algérie, encore secouée par des agressions qui ressortissaient plus, pendant ces dernières années, du banditisme que du terrorisme islamique ; de la corruption à tous les échelons de la société, de la société à deux vitesses, de l'impossibilité de trouver du travail sans piston, de l'exode rural et des bidonvilles autour d'Alger. Ils ne voient pas d'avenir dans leur pays, craignant en outre une montée de l'islamisme. J'ai entendu les mêmes discours lors d'un récent voyage en Algérie et j'ai pu constater, comme au Maroc ou en Iran, que beaucoup de jeunes veulent partir.

Les Algériens de Saint-Gilles avaient tous entre 25 et 35 ans ; un autre Algérien âgé d'une cinquantaine d'années rencontré à Saint-Boniface me parlait en outre de la guerre d'indépendance, de tous les événements qui ont suivi jusqu'au terrorisme des années 90 : « *tu vois, depuis que je suis tout petit, je vis dans la peur, ma mère avait peur depuis longtemps, mon père, c'était la peur tout le temps* ». On peut imaginer que l'enfance des plus jeunes a été marquée par la violence vécue par leurs parents.

Le discours du leader, qui a lui aussi une bonne cinquantaine d'années, reprend ces éléments historiques, en y ajoutant une forte accusation de collusion entre le gouvernement algérien et les pays européens, dont la Belgique, tournant autour des enjeux pétroliers. Les Algériens exilés ont donc à ses yeux, le droit d'être accueillis puisqu'ils ont participé à la richesse du pays, (ce serait peut-être plus exact par rapport à la France). Cette position était aussi tenue par beaucoup de noirs africains à Saint-Boniface.

Le leader souligne aussi que les Algériens sont des hommes décidés, fiers, durs, qui ne se laissent pas vaincre, qui sont capables d'aller jusqu'au bout – toute leur histoire en témoigne. J'ai



rencontré cette image de soi en tant que peuple chez d'autres Algériens, lesquels disent être, pour ces raisons très différents des Marocains et des Tunisiens.

Je pense que tout ceci fournit des éléments qui peuvent éclairer l'emprise de Mustapha sur les algériens grévistes :

- Il accentue une image de peuple dur, habitué à la lutte, jusqu'au-boutiste ;
- Il relie de manière implicite leur action à l'héroïsme des temps passés : le sacrifice au nom d'une lutte collective est enraciné dans l'histoire algérienne (où seraient d'ailleurs nés les premiers attentats de type kamikazes). En leur proposant une assurance pour que leur corps soit rapatrié, il leur assure un retour au pays – retour en héros ;
- Il transforme la « demande d'asile » en exigence de justice, de restitution. Ce dernier élément est le fait de beaucoup de sans-papiers, et il est largement appuyé, étayé, par l'UDEP et les intellectuels de gauche qui soutiennent le mouvement. Mais ici, il se focalise sur l'Algérie, vue comme un cas à part, dont Mustapha connaît apparemment bien les détails de l'histoire passée et actuelle : il appuie son discours d'éléments très concrets que la plupart ignorent et dont une partie est sans doute réelle.

Presque tous les grévistes étaient depuis plusieurs années en Belgique, vivant de petits boulots, entre des logements provisoires et la rue, dans un temps déconstruit, sans maîtrise sur leur vie, sans autres projets que la survie quotidienne, humiliés, bref, « comme des chiens »...N'ayant que peu, ou pas de contact avec leur famille en Algérie.

On peut donc bien imaginer que ces hommes fragilisés, déstructurés, aient eu le sentiment de retrouver une « enveloppe » :

- une enveloppe concrète puisque Mustapha les accueille sous son toit : plusieurs grévistes m'ont dit que s'ils sortaient du local, ils ne savaient plus où aller, Mustapha les avait accueillis chez lui (et peut-être domiciliés) alors qu'ils étaient sur la rue. Ils avaient une dette vis-à-vis de lui ;
- mais aussi, et surtout, une « enveloppe »

identitaire : cette action leur redonnait un pouvoir d'agir (illusoire !), une fierté, faisait d'eux les porte parole d'un peuple en les reliant à l'histoire de leurs pères - et certains parlaient de Mustapha comme d'un père : il savait, il montrait la voie, il leur disait qu'ils étaient capables de vaincre, il les faisait entrer dans le monde, dans l'Histoire.

Les Algériens constituaient donc un groupe « fort », face aux Mauritaniens sur lesquels il n'y avait aucun discours – seulement des attitudes d'indifférence, voire de mépris ; ne sont-ils pas les anciens esclaves des Arabes ? La seule allusion que j'aie entendue à leur propos, c'était que les « Algériens sont des gens éduqués, instruits, pas comme les Africains qui viennent de leur brousse ». Ils étaient pratiquement ignorés de tous : Aurélie et d'autres « voisins » ont un jour protesté parce qu'une grande banderole avait été placée sur la vitrine du local « Algériens en grève de la faim »... et les Mauritaniens ? Leur « utilité » pour Mustapha, était de pouvoir dire à l'extérieur qu'il menait une lutte pour tous les sans-papiers, mais ça s'arrêtait là.



Les Mauritaniens ne s'élevaient pas ouvertement contre l'indifférence des algériens, restant très silencieux et discrets. Deux d'entre eux avaient leur matelas côte à côte, mais n'avaient pas pour autant beaucoup de contacts ; Dalid était constamment replié sous sa couverture. Les matelas des deux autres, Mourad et Octave, se trouvaient parmi ceux des Algériens. Cependant, Octave m'a plusieurs fois demandé ce que je pensais, et Mourad recevait la visite d'Aurélié ; ils ont probablement parlé entre eux à certains moments.

La question des langues apparaît chaque fois essentielle, dans toutes les grèves de la faim : si la majorité des acteurs peuvent communiquer en français, anglais ou néerlandais, les niveaux de connaissance de ces différentes langues sont très divers, et peu de sans-papiers peuvent développer une pensée nuancée dans ces langues. Certains sans-papiers ne connaissent aucune de ces langues, ou seulement des bribes minimales, et la communication avec les acteurs belges (médecins, avocats, soutiens, journalistes...) nécessite des interprètes – lesquels font en général partie des grévistes ou de leurs leaders ; n'étant pas neutres, ils ne suscitent qu'une confiance limitée chez ceux qui y font recours.

Un des facteurs isolant les Mauritaniens des Algériens, était leur manque de connaissance de l'arabe et leur connaissance imparfaite du français : ils ne comprenaient pas tout ce qui se passait, tout ce qui s'échangeait entre les Algériens ou avec les soutiens belges, notamment à propos des démarches faites par le leader pour faire avancer les négociations. Ils ont aussi, m'ont-ils dit par après, été amenés à signer des documents sans les comprendre, après une explication vague et trop rapide.

Ce problème de langue les isolait aussi des conversations informelles, des petits échanges émaillant la vie quotidienne – or la parole est parfois indispensable pour pouvoir dénouer les tensions qui ne manquent pas de surgir dans une telle promiscuité. Rappelons toutefois que Mourad connaissait l'arabe - mais il a dès le départ dissimulé cette connaissance : il percevait

sans doute, malgré son jeune âge, qu'il lui serait plus utile d'espionner ce que disaient les Algériens que de fraterniser plus avant avec eux. Ceci met en évidence que, dès le départ, la méfiance est là, comme une condition de la survie psychique, et dicte les conduites de chacun.

La langue isolait aussi certains Algériens : certains ne parlaient que le kabyle, d'autres parlaient l'arabe de leur village sans beaucoup d'accès à l'arabe plus littéraire utilisé par les plus instruits, ni au français, pratiqué par les acteurs belges ou par certains Algériens ne souhaitant pas être compris de tous à certains moments.

Si les Mauritaniens ont été marginalisés, avec une certaine souffrance, de par leur petit nombre et ces questions de langue, il est probable que c'est cet isolement même qui leur a permis de se démarquer, de se désolidariser sans vivre cette distanciation avec autant de déchirement que les Algériens qui auraient souhaité quitter le mouvement. Il y avait en fait une pression beaucoup plus vive sur les Algériens : nous avons progressivement compris que les « soutiens » algériens étaient eux aussi sans-papiers et que le groupe des grévistes s'était engagé (sans peut-être en avoir pleinement conscience) à mener la grève au bénéfice de tous les Algériens : l'hébergement qu'ils recevaient chez le leader, l'assurance « rapatriement des corps » qu'il avait contractée pour eux, étaient conditionnés au maintien d'un engagement pouvant les mener jusqu'au sacrifice.

Si les Mauritaniens avaient pris le même engagement, ils ne se sentaient toutefois pas liés de la même façon. Mourad a été le premier à prendre des distances, les trois autres ont bien compris que la visite à l'hôpital était une manière de s'en sortir : ils étaient les premiers prêts, ils n'ont laissé aucune affaire derrière eux, leur décision était prise.

Ces quelques réflexions mettent en évidence une contradiction difficilement supportable pour les personnes engagées dans une grève de la faim, et qui est source de violence. Vis-à-vis de l'extérieur, pour des raisons stratégiques évidentes, elles



veulent apparaître comme un groupe uni autour d'un objectif commun - et l'action est généralement présentée comme telle dans les médias. Or, dans la réalité, ce groupe est très hétérogène, et il est traversé par différents facteurs de division. Dans le cas de Saint-Gilles, cette hétérogénéité est relativement simple à saisir ; cela devient beaucoup plus complexe lorsque, comme dans les cas de Saint-Boniface et de la rue Royale, les nationalités – et donc les langues et les cultures – sont plus nombreuses (une trentaine rue Royale, un peu moins à Saint-Boniface) ; cette diversité entraîne des difficultés importantes dans le partage d'une vie commune qui se met en place dans un contexte dramatique, une promiscuité intense et un inconfort absolu.

Un autre facteur différenciant les grévistes, présent à Saint-Gilles mais beaucoup plus important dans d'autres cas, est la diversité des statuts : certains viennent d'arriver et n'ont jamais fait de demande d'asile tandis que d'autres sont en cours de procédure depuis de longues années ; certains ont une famille, des enfants scolarisés, d'autres sont célibataires ; certains, comme les Irakiens, les Afghans, les Iraniens, viennent de pays en guerre ou dont le régime est reconnu comme étant de type dictatorial tandis que d'autres fuient « simplement » la pauvreté. Face à une politique arbitraire, il est clair que les arguments des uns et des autres ne sont pas les mêmes, et ils n'ont pas tous la même chance d'être régularisés.

Le mot d'ordre à Saint-Boniface était, pour la première fois « régularisation de tous les sans-papiers » ; ce mot d'ordre a été repris dans la plupart des actions qui ont suivi. Mais on comprend bien, au vu des facteurs de différenciation évoqués ci-dessus, qu'il est très difficile de maintenir ce principe de solidarité dans la réalité : la solidarité s'effrite au fur et à mesure des jours qui passent, lorsque la tension monte, lorsque les malaises et les souffrances s'aggravent. Les grévistes prennent conscience, progressivement, que le bras-de-fer engagé avec le pouvoir dans la perspective du « tout ou rien », doit laisser place aux négociations, et que le Gouvernement ne cède pas d'un pouce sur sa politique « d'examen des dossiers au cas par cas » : il s'agit alors de valoriser les éléments

potentiellement favorables que peut contenir chaque dossier, ce qui s'oppose au mot d'ordre de départ.

La détermination des grévistes à aller « jusqu'au bout », affirmée d'une seule voix au départ, va aussi se nuancer progressivement, ce qui divise le groupe de manière parfois très conflictuelle. Prenons l'exemple de la grève de la faim à Evre, qui réunissait des Afghans, des Algériens et des Marocains : convaincus qu'ils n'obtiendraient pas plus, les Algériens et Marocains ont arrêté l'action après avoir reçu des papiers pour une durée de quatre mois. Par contre, les Afghans ont poursuivi jusqu'à obtenir une régularisation d'un an, après 55 jours de grève. Inutile de dire que ceux qui arrêtaient avant les autres sont perçus comme des lâches, qui trahissent les objectifs de départ et mettent en péril la réussite de l'action.

Ceux qui « lâchent du lest » par rapport aux revendications de départ s'exposent donc au jugement des « jusqu'au-boutistes ». Ce regard, porté par des gens avec qui l'on a vécu des moments intenses, met en péril l'image de soi. Ce qui est sans doute encore plus grave, c'est le regard que les « lâcheurs » portent sur eux-mêmes : le sentiment de lutter pour tous les sans-papiers est, au début, très fort ; forte aussi, la fierté d'avoir relevé la tête, d'avoir rejoint une lutte, d'être capable de se sacrifier pour une cause, de retrouver une dignité en prenant une position héroïque. Abandonner le terrain en ayant le sentiment d'avoir, d'une part trahi, d'autre part été berné, de n'avoir peut-être rien compris à ce qui se passait vraiment, doit très certainement laisser des marques profondes dans l'image de soi.

Nous avons été très sensibles, à Saint-Gilles, à la pression exercée par le leader, ses lieutenants, les « soutiens ». Cette pression était très visible, étant donné l'exiguïté du lieu, le petit nombre de grévistes et la relative homogénéité du groupe au point de vue national. Mais elle est peut-être tout aussi forte dans d'autres contextes moins lisibles ; ainsi, à la rue Royale (150 personnes), les grévistes ne pouvaient sortir du bâtiment qu'avec l'autorisation de personnes désignées pour garder la porte, sur base d'un motif valable (rendre visite

à son avocat, faire un examen médical...) et certains s'en sont plaints aux médecins. Il a fallu négocier pour alléger cette contrainte, tout en comprenant la logique du contrôle : les leaders craignaient que certains aillent manger en cachette dans les environs, que cela se sache, que dès lors la grève n'ait plus de crédibilité.

De même, dans plusieurs cas, nous avons eu le sentiment que certaines personnes souhaitant arrêter la grève étaient empêchées de le faire. Cette question s'est posée avec acuité rue Royale ; mais il était très difficile pour les intervenants de savoir vraiment ce qu'il en était, les choses se disant souvent à demi-mot puisque le regard du groupe est permanent. Par ailleurs, je pense qu'il est difficile de faire la part des choses, entre la contrainte externe et le fait que les gens n'arrivent plus à sortir du collectif, du mouvement. En sortir est très dur, psychologiquement, car l'entrée a été un temps fort, et que, malgré toutes les difficultés de la vie quotidienne, des relations fortes se sont élaborées. En sortir semble aussi très risqué : si les négociations aboutissent demain, qu'en sera-t-il pour ceux qui ont lâché prise juste un peu trop tôt ?

● L'acteur sans attaches, l'électron libre

Une partie des citoyens non associatifs qui veulent s'impliquer tentent de se structurer en assemblée des voisins, en comité de soutien. Il y aurait beaucoup à dire sur ces modalités de concertation, que je n'aborderai pas ici ; j'en ai évoqué la fragilité dans le récit de Saint-Gilles.

Une autre modalité est d'intervenir de manière individuelle, c'est ce dont je peux le mieux parler puisque c'est la position que j'ai plus ou moins adoptée à Saint-Gilles : je me suis présentée comme une citoyenne non affiliée à une structure politique ou associative, venant par solidarité – tout en mettant en avant le fait que j'avais quelques compétences et des ressources mobilisables sur le plan médical. J'ai d'emblée proposé le sel, mis par la suite sous forme de gélules, et de l'édulcorant : des objets concrets que je pouvais donner, qui pouvaient être reçus.

J'ai eu le sentiment, dans d'autres cas vécus par la suite, que, si le besoin de parole est majeur lors d'une grève de la faim, cette parole doit être précédée, entourée de gestes qui lui permettent de s'incarner ; faute de quoi, elle reste superficielle, un peu une parole de touriste ou, au contraire, elle peut prendre un tour grave, trop personnel, qui provoquerait un sentiment d'intrusion. Par la suite, lors de la grève de la faim à Evreux, j'ai accentué ce type de position en proposant des massages – très bien accueillis étant donné les douleurs musculaires qui surviennent au bout d'un certain temps. Ces massages n'avaient qu'une efficacité technique limitée étant donné mon manque de compétence en la matière ; ils ont par contre renforcé ma conviction qu'un soin physique, soulageant, ouvre le chemin à une certaine parole, à une mise en relation – particulièrement dans une situation où le corps est mis à mal et semble ne pas compter aux yeux de ceux qui pourraient en arrêter la souffrance : les décideurs politiques.

À Saint-Gilles, je n'ai fait que poser quelques gestes médicaux tels que l'ouverture des dossiers, la prise de poids ou de tension ; ceci était utile pour décharger le médecin, et me permettait de ne pas apparaître uniquement dans la parole – ouvrir un chemin pour la parole était toutefois mon principal souci, tant les grévistes me semblaient menacés par une mise en scène les privant d'expression. Il me semble aussi que ces gestes me donnaient une certaine légitimité, laquelle était très fragile étant donné l'attitude méfiante, et à certains moments ouvertement rejetante du leader.

Au niveau de la parole, j'ai d'abord adopté la position que les médecins respectent de manière assez stricte : pas d'opinion exprimée sur la pertinence de la grève, afin de ne pas rompre le lien qui se crée, et qui est fragile. Je suis sortie de cette réserve lorsque le médecin est intervenu de manière régulière : plus il développait un suivi médical approfondi, plein d'empathie, plus je me suis mise à exprimer de manière directe ma méfiance vis-à-vis de Mustapha.

Le médecin était tout aussi inquiet que moi face à la situation – dont la gravité, précisément, lui



imposait une très grande réserve : il ne voulait pas risquer d'être exclu. Comme nous étions sur la même longueur d'onde, et que nous formions clairement équipe, j'ai pu développer une parole plus critique sans que cela crée de tension entre nous, et sans être trop menacée d'expulsion - puisque j'étais en quelque sorte perçue comme l'assistante du médecin, et, à ce titre, intouchable.

Il s'est toutefois avéré difficile, pour l'un comme pour l'autre, de cerner parfaitement les limites de cette complémentarité. Antoine m'a ainsi reproché assez vivement d'avoir outrepassé ces limites en acceptant de faire un accord secret avec les grévistes ; ma position devenait ambiguë, je brisais ainsi trop fort la pseudo-neutralité que nous affichions sur le plan médical, au risque que le leader lui ferme la porte. De mon côté, j'en étais venue, de plus en plus, à considérer le suivi médical avant tout comme une porte d'entrée, un prétexte pour intervenir. Il me semblait juste d'aller jusqu'au bout, puisque il n'y avait pas de solution médicale.

J'ai toutefois été très troublée par la critique de ce médecin. Pas très sûre d'avoir raison, je me suis cependant entêtée avec un grand sentiment de solitude et d'abandon. Cette anecdote permet de souligner la nécessité que plusieurs acteurs interviennent, dans des positions différentes et complémentaires ; et la difficulté de maintenir cette complémentarité face à des situations où, non seulement le risque est extrême, mais aussi, ou peut-être surtout, où les balises manquent : pas de mandat, aucune possibilité d'élaborer une stratégie claire, incertitude totale quant à l'évolution des choses puisqu'on est dans le règne de l'arbitraire.

Ce désaccord, le moment de tension qu'il a provoqué, me sont apparus, à cet instant, inhérents à la situation particulière de Saint-Gilles. Par la suite, j'ai réalisé qu'il y a toujours de fortes tensions entre les intervenants, plus ou moins exprimées. Ces tensions peuvent se résoudre lorsque les intervenants se connaissent, ont l'expérience du travail en équipe, ont déjà travaillé ensemble, partagent les mêmes idées, ont une



perception, une éthique, un langage et des objectifs communs. C'est rarement le cas, surtout si l'on considère l'ensemble des acteurs que j'ai cités ci-dessus : les conflits sont souvent beaucoup plus vifs, et restent souvent non résolus.

Ma manière d'intervenir à Saint-Gilles a été, très clairement, dictée par la violence que j'ai ressentie lors du premier contact : d'emblée « captée » par un sentiment d'oppression, j'ai dès lors pris une position centrale, de « sauveur », et j'ai tenté d'agir sur tous les terrains : le terrain médical, les négociations avec l'Office des étrangers, dissimulant certaines choses au leader, aux soutiens algériens, aux voisins belges. Désir de toute-puissance, générateur d'une ambiguïté qui a fini par soulever une méfiance, violemment exprimée lors de l'évacuation des grévistes.

Avec le recul, je ne sais pas s'il aurait été plus juste, plus efficace, ou simplement possible, de prendre une autre position, dans ce contexte-là.

J'ai en tous cas pu observer par la suite, dans d'autres contextes, qu'il est bien difficile pour les acteurs de trouver, de garder une place juste : chacun a tendance à se méfier de l'autre, à vouloir lui donner conseil, à sortir de son rôle, à le redéfinir selon les événements, à prendre le leadership. La grève de la faim est un événement qui plonge tout le monde dans un certain chaos, où il n'existe pas de regard extérieur neutre, pas de recours tiers.

● Les médecins

Il y aurait beaucoup à dire quant à la position de l'acteur médical, dont je suis le plus proche, et que je n'aborderai ici que de manière partielle. Les médecins qui acceptent de suivre une grève de la faim le font de manière bénévole et ont en général une lecture plus ou moins politique de la situation. Ce n'est sans doute pas un hasard si la plupart de ceux qui acceptent d'intervenir travaillent par ailleurs en maison médicale. Au-delà de ce socle commun, ils peuvent avoir des idées, des manières de faire très différentes ; certains n'ont pas beaucoup d'expérience en la matière et sont trop profondément bouleversés par la situation, ils ne tiennent pas le coup.

La grève de la faim est épuisante pour les médecins. Ils travaillent dans de très mauvaises conditions, la crainte de faire une erreur, de n'avoir pas vu à temps la gravité d'un problème, est pour eux lancinante, surtout lorsqu'ils se trouvent face à un grand groupe – ce qui nécessite aussi une très bonne coordination. Ils sont en outre confrontés à des questions éthiques très aiguës, qu'ils vivent difficilement, dont je donne un aperçu ci-dessous.

Sous contrôle

Le médecin est un acteur central dans une grève de la faim : non seulement au niveau du soin médical, mais aussi au niveau stratégique. Pour les grévistes, il importe de brandir le risque de dégradations physiques graves, voire mortelles : les médecins peuvent en témoigner. Ils sont ainsi parfois invités à des conférences de presse organisées par les grévistes ou leurs leaders ; ceux-

ci espèrent que les médecins seront alarmistes. Mais les médecins se refusent à donner toute information qui leur apparaîtrait comme une rupture du secret médical : ils restent relativement flous, et se contentent d'expliquer les étapes habituelles d'une grève de la faim. Ils se refusent aussi à être faussement alarmistes : il est essentiel, pour eux-mêmes professionnellement, et dans le cadre de la grève de la faim, de rester crédibles.

Les médecins sont aussi appelés par la presse et régulièrement questionnés par différents niveaux de pouvoir (du bourgmestre au ministre fédéral) qui veulent savoir si les grévistes restent déterminés, s'il y a des risques mortels... jusqu'où, en fait, on peut encore faire traîner les négociations. Il est très difficile de refuser toute réponse : les médecins qui accompagnent une grève de la faim sont sensibles à la cause défendue, et ils se questionnent toujours sur l'impact qu'aura leur réponse. Insister sur la proximité du risque mortel, cela va-t-il accélérer les négociations ? Ou précipiter une évacuation forcée ?

Le médecin est donc sous contrôle permanent lors d'une grève de la faim : cela s'oppose tout à fait à sa pratique habituelle, et au rapport singulier qu'il tente de développer avec des personnes en grande souffrance. Il doit constamment résister à l'instrumentalisation dont il peut faire l'objet de toutes parts, et être très vigilant aux informations qu'il pourrait laisser passer : à Saint-Gilles, c'est le dépistage de la tuberculose qui a servi de justification à l'évacuation forcée. Et, à la rue Royale, suite à cette affaire, la crainte de la tuberculose a très vite circulé parmi les grévistes, les voisins, et même certains médecins. Nous avons vivement réagi en indiquant que cette crainte n'avait pas de fondement et qu'il fallait à tout prix éviter de la transmettre à la presse et aux politiques.

Cette sensation d'être instrumentalisé est de plus en plus vécue par les médecins, à un niveau fondamental : lors de la grève de la faim rue Royale, ils se sont longuement concertés avant d'intervenir. Non seulement parce que le groupe était trop grand pour assurer un suivi suffisant –



ils craignaient de donner une illusion de sécurité aux grévistes. Mais aussi parce qu'ils avaient le sentiment, justifié, que leur intervention permettait aux politiques de faire traîner les choses, de se dédouaner de leurs responsabilités en la remettant aux mains des médecins. La question s'est reposée pour les grèves qui ont suivi (Béguinage et Saint-Jean d'Aerets), ce qu'un médecin a exprimé ainsi : « *J'ai été interpellée par une phrase du communiqué de la Fédération des associations de médecins généralistes de Bruxelles - FAMGB : « en dehors de notre opinion face à cette problématique et à ce mode d'action, en tant que soignants nous avons un devoir par rapport au problème de santé publique que représente une action d'une telle ampleur ». Personnellement je n'estime pas avoir ce devoir. Il est pour moi question de désir de soutenir ou non une action et non d'un « devoir professionnel ». Pour moi, les premiers à avoir un « devoir par rapport à ce problème de santé publique », sont les pouvoirs publics et politiques ».* On voit dans cet extrait pointer une autre interrogation, que les médecins qui s'impliquent traitent de manière différenciée : leur intervention est-elle d'ordre professionnel (neutre) ou politique ?

Par la suite les médecins enverront un communiqué de presse exprimant leur refus d'intervenir, pour les raisons qui les avaient freinés au début de la grève de la faim rue Royale.

Mode d'entrée

Le groupe de Saint-Gilles est entré d'emblée dans une grève de la faim. Les grévistes ne se connaissaient pas auparavant, ils n'avaient rien vécu ensemble avant d'entrer dans le local proposé par le leader. L'action était tout à fait isolée. Le leader a d'emblée fait barrage aux médecins et il a fallu sans cesse déjouer ses manœuvres d'éloignement.

A Saint-Boniface par contre, les occupants avaient annoncé leur intention de faire la grève s'ils n'avaient pas de réponse satisfaisante dans les huit jours. Ce délai a

permis d'organiser des entretiens individuels (le curé a donné l'accès à une petite pièce) qui ont été proposés dans un cadre médical : il s'agissait de vérifier s'il n'y avait pas, au niveau purement physique, une contre-indication formelle (diabète, épilepsie...). Ces entretiens donnaient aussi l'occasion à chaque personne de réfléchir à sa décision, d'en éclaircir certains aspects et certains ont pu dire qu'ils n'entameraient pas la grève de la faim sur avis formel du médecin. Donner place à une parole libre, tel était en fait le but de ces consultations.

Rien de similaire à Saint-Gilles, puisque nous sommes arrivés au moment où la grève avait commencé. Il n'y avait aucune possibilité de voir quelqu'un de manière confidentielle ; si le médecin a formellement déconseillé à certaines personnes de poursuivre la grève pour des raisons médicales, ceci ne pouvait être dit qu'en présence du groupe, sous le regard du groupe. On l'a vu dans le récit de cette grève, la promiscuité était particulièrement forte à Saint-Gilles, vu l'exiguïté du local et le va-et-vient permanent de soutiens algériens n'ayant aucune préoccupation quant à l'intimité des grévistes. Plus qu'une négligence ou une indifférence aux besoins d'intimité et de confidentialité, il me semble que ce haut degré de promiscuité était consciemment organisé : c'est très certainement une des marques de la violence extrême qui s'est mise en place dans ce cas.

La prise en charge

La grève de la faim est une situation très particulière sur le plan médical, que les médecins n'apprennent pas et à laquelle ils sont rarement confrontés. La Fédération des maisons médicales a d'ailleurs publié un petit manuel de recommandations à suivre, outil très précieux – qui ne peut toutefois pas couvrir tout l'éventail des situations possibles ; bien souvent les médecins plus expérimentés doivent soutenir les plus jeunes, qui se retrouvent démunis dans bon nombre de cas.

En dehors des aspects médicaux, les conditions pratiques dans lesquelles s'exerce le suivi

Vous trouvez ce manuel sur le site de la Fédération des maisons médicales : www.maison-medicale.org/Vade-mecum-a-l-usage-des-soignants.html

médical lors d'une grève de la faim sont très difficiles. J'ai déjà évoqué la promiscuité, qui empêche toute confidentialité : or, faire une consultation individuelle sous les yeux du groupe est en totale opposition avec les conditions habituelles de la pratique, où l'intimité du colloque singulier apparaît aux médecins – et en général aux patients – comme une nécessité. Le lieu de consultation lors d'une grève de la faim est aussi particulier : ce n'est pas un cabinet médical ni un domicile, il n'y a de repères ni pour le patient ni pour le médecin.

D'autres aspects très concrets renforcent la difficulté, par exemple :

- les grévistes sont couchés sur des matelas à même le sol, le soignant doit donc faire tous ses examens dans une position peu confortable pour lui-même – en faisant attention de ne pas bousculer une autre personne quand les lieux sont très exigus, comme c'était le cas à Saint-Gilles ;

- la question des dossiers est problématique : il vaut mieux les laisser sur place, pour que les différents médecins qui se relaient puissent y avoir facilement accès – mais comment assurer une sécurité suffisante, comment veiller à la confidentialité des dossiers ?

- des médicaments sont vite nécessaires, ainsi que des prises de sang ; il faut trouver des moyens, faire des démarches pour que les grévistes puissent bénéficier de l'aide médicale urgente. Les CPAS concernés ne sont pas toujours très collaborants : nous n'avons pas eu de problèmes à Saint-Gilles pour les prises de sang (mais nous avons acheté nous-mêmes les médicaments) ; par contre, lors de la grève de la faim de la rue Royale, le CPAS de Bruxelles a refusé d'intervenir jusqu'au quarantième jour de grève et refusera d'intervenir pour des grèves ultérieures.

La grève de la faim pose évidemment encore bien d'autres questions aux soignants. Dans quelle « catégorie » classer ce type de prise en charge, sur quels points de référence se baser ? La grève de la faim ne s'apparente-t-elle pas à une démarche suicidaire ? Le parallèle est souvent fait, ce qui est évidemment très discutable, puisque le sens de l'action est de revendiquer le droit de vivre. Quoiqu'il en soit, la position du médecin est ici toute différente de ce qu'elle peut être dans une tentative de suicide « ordinaire » : là, le médecin intervient en général après l'acte, pour sauver la personne s'il est encore temps, à un moment où cette personne ne peut plus être considérée comme en totale possession de ses moyens – et donc, l'intervention médicale n'est pas conditionnée à l'expression d'un choix libre. Dans une grève de la faim au contraire, il s'agit en quelque sorte d'une mort annoncée - l'effet d'annonce est même essentiel – par des personnes revendiquant leur libre arbitre, et les médecins assistent à une dégradation dont ils ne peuvent que freiner la gravité et soulager les effets, tout en étant impuissants à donner une réponse à la question qui est ainsi violemment posée au pouvoir politique.





Ambivalences vis-à-vis du médecin

La première réaction du leader à Saint-Gilles a été de décliner la proposition d'aide médicale : ce n'était pas nécessaire, il y avait des médecins dans le quartier. Sachant la difficulté de mobiliser des médecins dans ce type de situation, et voyant que des précautions élémentaires n'étaient pas prises, je ne pouvais qu'être alertée par ce discours qui semblait pour le moins relever d'un amateurisme dangereux... et qui était en fait bien plus grave, puisqu'il s'agissait surtout de protéger le huis clos organisé, d'éviter toute ingérence extérieure susceptible de fragiliser l'emprise du leader.

Avec le recul, je ne suis pas sûre qu'il y aurait eu des morts sans notre intervention : les ambulances ont souvent été appelées, par les grévistes eux-mêmes ou les soutiens, voire les lieutenants. Il y a d'ailleurs, toujours beaucoup d'appels d'ambulances dans les grèves de la faim : parce que les malaises (syncopes, douleurs extrêmes, gestes d'automutilation, crises d'angoisse) peuvent être très impressionnants ; mais aussi parce que cela correspond à la stratégie, qui consiste à faire monter la tension sur la place publique. Je pense aussi, avec le recul, que le leader était assez intelligent pour savoir qu'il aurait beaucoup d'ennuis s'il n'avait pas appelé un médecin ou une ambulance à temps, et que sa proclamation répétée selon laquelle « *il y aura des morts, d'autres les remplaceront* » ressortissait du bluff, de la stratégie.

Par contre, les souffrances physiques et psychiques auraient été beaucoup plus intenses, et le risque de séquelles plus élevé, s'il n'y avait eu ce suivi médical journalier par un médecin expérimenté. Et, surtout, intervenir sur le plan médical semblait être la seule manière de s'introduire avec une certaine légitimité dans ce huis-clos.

La réticence vis-à-vis de l'intervention médicale était donc particulièrement forte à Saint-Gilles ; mais je ne pense pas qu'on puisse l'attribuer uniquement à la personnalité du leader et à son mode d'action. Une certaine méfiance est toujours de mise, de manière parfois beaucoup plus voilée : les médecins sont vite soupçonnés,

par les leaders et par les grévistes eux-mêmes, de vouloir amener les grévistes à se renourrir ou de vouloir les hospitaliser afin de briser la grève (soupçon tout à fait justifié à Saint-Gilles). Dans le cas de la rue Royale, lorsque les médecins ont expliqué clairement aux grévistes les différentes étapes par lesquelles ils allaient passer, certains leaders leur ont reproché de vouloir dissuader les gens de continuer la grève – et il est vrai que chaque personne qui arrête la grève soulage le médecin.

Le médecin est parfois pris dans des secrets : ainsi, certaines personnes ne tiennent pas le coup - mais ne veulent pas se désolidariser : elles mangent en cachette, lorsque c'est possible. Mélanie s'est fait violemment éjecter de Saint-Gilles parce qu'elle avait apporté quelques yogourts à un gréviste. A Evre, j'ai caché des galettes dans un buisson, à 20 mètres du local, pour un gréviste qui ne tenait plus (il ne les a jamais trouvées). Je ne pense pas que des médecins entreraient dans ce genre de complicité : ils craindraient trop d'être surpris et éjectés. Par contre, il leur arrive de voir que certaines personnes ne maigrissent pas beaucoup. Lors d'une autre grève, j'ai observé une difficulté et des désaccords entre médecins, quant à l'attitude à adopter vis-à-vis de ceux qu'ils soupçonnaient de manger en cachette : certains n'étaient pas d'accord de continuer à les suivre comme si de rien n'était ; à leurs yeux, ces personnes n'étaient pas honnêtes, elles auraient dû clairement annoncer qu'elles arrêtaient la grève de la faim (au risque de ne pas avoir les papiers espérés) ; d'autres médecins estimaient qu'ils n'avaient pas à se prononcer, qu'il valait mieux jouer le jeu. Le plus difficile sans doute, pour les premiers, était d'admettre que, malgré leur dévouement et la relation de confiance qu'ils essayaient de construire, ces personnes leur mentaient. Difficile d'admettre que la méfiance règne en maître.

J'ai aussi évoqué la crainte que les dossiers médicaux soient transmis à la police : les grévistes ne réalisent pas forcément très bien d'où viennent les médecins, quel est leur mandat – surtout s'ils n'ont pas été appelés ; ce flou est propre à susciter la défiance, ou tout au moins la

prudence. En outre, il n'est pas rare que les grévistes croisent, aux urgences, des policiers venus amener des clochards ; et à Saint-Gilles, c'est un médecin urgentiste qui a appelé la police. Il est dès lors assez normal que l'indépendance des médecins vis-à-vis de la police apparaisse douteuse.

A Saint-Gilles, la confiance a été suffisante pour que le médecin puisse suivre les grévistes de manière adéquate. Elle a toutefois vacillé lorsque nous avons organisé le dépistage de la tuberculose à l'hôpital : certains ont refusé, comprenant sans doute qu'il y avait un objectif caché derrière cette visite. Pas facile, donc, pour les médecins, d'instaurer la confiance – d'autant plus qu'ils sont face à plusieurs types d'acteurs.

Les questions légales et éthiques

A Saint-Gilles, le médecin urgentiste a appelé la police face au refus des grévistes, alors en grève de la soif, d'être hospitalisés. Il ne pouvait pas, malgré ce refus, prendre la responsabilité de laisser sans soins des personnes qu'il estimait dans un état grave ; son éthique et sa responsabilité légale étaient engagées.

Cet appel à la police a suscité une évacuation dramatique qui a atterri cet urgentiste : ce n'était évidemment pas ce qu'il voulait. Les médecins sont, comme tous les acteurs du drame, profondément bousculés dans une grève de la faim.

En acceptant de suivre une grève de la faim, le médecin accepte le risque d'être totalement impuissant face à une mort évitable : en effet son éthique l'empêche d'hospitaliser une personne contre son gré, tant qu'elle est consciente. Ce suivi est donc extrêmement éprouvant : ce qui explique sans doute la difficulté de trouver des médecins prêts à s'impliquer.

Face à la volonté affirmée par les grévistes d'aller jusqu'au bout, le médecin doit aussi envisager son intervention lorsqu'ils tomberont dans le coma : hospitaliser ou laisser mourir ?

On comprend la gravité de ce moment où le médecin questionne les grévistes sur leur choix. Cette question doit être posée au bon moment : trop tôt, la réponse sera jusqu'au-boutiste, il faut attendre qu'un certain degré de souffrances donne une réalité à l'idée de la mort. Mais on peut arriver trop tard : assez rapidement s'installent des troubles psychiques, et l'impression qu'une pression externe s'exerce. Jusqu'à quand la personne est-elle capable de faire un choix libre et éclairé ?

La question a été posée de manière collective à Saint-Gilles : la disposition des lieux rendait impossible tout questionnement individuel. Très heureusement, le groupe a accepté de manière unanime l'hospitalisation en cas de coma. On peut imaginer la difficulté que nous aurions eue si la réponse avait été autre, si nous avions eu le sentiment que certains n'osaient pas s'exprimer devant le groupe. Il est tout à fait contraire à l'éthique médicale d'accepter que, face à une telle décision, l'individu soit pris dans la dynamique collective. Or, de par la nature même d'une grève de la faim, ce choix ne peut qu'être pris en relation avec le collectif : choisir que l'on ira ou non jusqu'au bout, c'est faire un choix par rapport à un engagement pris collectivement, engagement qui, à un moment donné, est apparu comme le seul choix de vie possible.

Face à la tension entre individuel et collectif

Cette tension entre l'individuel et le collectif paraît un élément très fort des grèves de la faim. Les différents acteurs vivent cette tension de manière différenciée. Pour le médecin, la tension est extrême, parce que sa formation et sa pratique l'inclinent au colloque singulier ; et parce que, de tous les acteurs en place, il est le plus proche, il touche au plus près ce qui est l'enjeu d'une grève de la faim : la vie ou la mort.

Les médecins ont aussi, plus que d'autres acteurs peut-être, une difficulté à adhérer au discours stratégique qui masque les dissensions internes et l'hétérogénéité du groupe. Cette question n'était pas d'actualité à Saint-Gilles,



mais je l'ai vue, très forte, dans les cas où le groupe est plus grand, avec un grand nombre de nationalités, une structure d'organisation plus complexe, comme à Saint-Boniface et à la rue Royale.

Contrairement à d'autres acteurs, les médecins viennent tous les jours – en fait, il faut nuancer, c'est l'équipe médicale qui est présente tous les jours, les médecins se relaient (Saint-Gilles, comme Evre, étaient des cas particuliers : quasi un seul médecin). Ce qui est important, et particulier, c'est que les médecins organisent une coordination très professionnelle : c'est vital, et habituel, pour la continuité des soins. Ils ont donc une bonne vision de ce qui se passe au quotidien à travers leur approche spécifique.

Ils vivent la tension entre l'individuel et le collectif à plusieurs niveaux : dans leurs relations avec les grévistes, où il s'agit à la fois de « montrer patte blanche » aux leaders tout en protégeant les plus faibles, ceux qui veulent arrêter, ou qui trichent un peu en mangeant en cachette. Dans leurs rapports avec les médias et le politique, qui les interpellent, et vis-à-vis desquels il s'agit de dire la gravité de la situation tout en voilant les désaccords internes, voire les pressions qui s'exercent – le risque étant qu'une parole exacte sur ces éléments vienne légitimer une réponse violente comme celle qui a été donnée à Saint-Gilles.

Médecins et hôpitaux

L'hôpital est aussi un acteur important : les grévistes appellent régulièrement l'ambulance lorsque l'un d'entre eux a des douleurs insupportables, fait une syncope, présente des symptômes qui semblent alarmants. Il est bien sûr préférable qu'un médecin soit appelé d'abord, parce que le recours à l'hôpital est souvent inutile et se déroule souvent très mal. Dans tous les cas, les médecins recommandent de les appeler d'abord : mais cette recommandation n'est jamais suivie. Sans doute parce que, les grévistes le savent bien, le médecin qui les suit n'est pas entièrement disponible, il ne viendra pas tout de suite ; et

puis, il y a l'angoisse, le sentiment de la mort qui s'approche, alors, la technique hospitalière... ! Et aussi, certainement, parce que l'ambulance vient mettre l'action sur la place publique : la grève commence à compter quand les médias affichent le nombre d'ambulances appelées et le nombre de grévistes hospitalisés.

Mais dans les hôpitaux, l'accueil est le plus souvent mauvais (comme il l'est aussi, souvent, pour les patients suicidaires) : les services sont débordés par des gens atteints de « vraies maladies » et certains soignants sont (comme n'importe qui), en fonction de leur lecture politique, heurtés par le « chantage » que représente une grève de la faim. Ce sont évidemment des « patients » qui dérangent les services, qui mettent à mal le rôle médical, qu'on comprend mal (sur le plan de la langue, du contexte, de la décision).

On les met vite dehors : les hôpitaux ne gardent jamais les grévistes de la faim quand ils n'en sont pas à un stade de réel danger. On se contente de les réhydrater, et basta ! En effet, cela n'aurait pas de sens de les garder hospitalisés s'ils continuent à faire la grève de la faim : qu'ils se remettent à manger, et tout ira bien !

Ainsi, les ambulanciers, souvent appelés, savent qu'il n'y a pas de réelle urgence, ou qu'en tous cas l'hôpital ne résout rien ; les grévistes se sentent malmenés, pas du tout entendus lors de leur passage à l'hôpital - leur action n'intéresse personne, leur situation ne recueille que les regards de l'Europe forteresse.

Exemples :

* Un gréviste de Saint-Gilles avait été emmené à l'hôpital pour de fortes douleurs d'estomac ; il est revenu toujours souffrant, bien sûr. À l'hôpital, on lui a dit que s'il revenait une deuxième fois on le renourrirait de force, qu'il n'y avait rien d'autre à faire pour ses douleurs, que manger. Mourad, lui, a refusé le Baxter avec lequel on voulait lui faire arrêter la grève de la faim ; en fait c'était un sel de réhydratation.

* A Evre, nous avons emmené à l'hôpital un

jeune afghan présentant des troubles du comportement pouvant faire craindre des lésions cérébrales. Il était déjà venu quelques fois – « ah, rigolent les infirmières, voilà le fou, encore lui, ras-le bol à la fin... ».

* A la rue Royale, le 100 a refusé d'envoyer une ambulance demandée par un médecin. Même refus opposé à la police, appelée par le médecin : « on a reçu des ordres ». Le patient a été emmené à l'hôpital par les policiers. Les médecins ont déposé plainte.

Les relations entre l'hôpital et les médecins généralistes sont souvent difficiles, dans bien d'autres situations. De même, le patient est souvent malmené dans les hôpitaux. Les grèves de la faim ne font sans doute qu'exacerber des problèmes fréquents.

Médecins et avocats

Les avocats sont un acteur clé, leur position mériterait un long développement. Cependant, les ayant croisés de beaucoup plus loin que les médecins, je me limiterai ici à une remarque sur la relation existant entre ces deux acteurs : leurs positions sont objectivement très différentes et il n'est pas toujours évident de les articuler.

L'avocat se focalise clairement sur les enjeux stratégiques : il est, beaucoup plus que le médecin, centré sur la logique collective exprimée par les grévistes. Son objectif premier est que les négociations aboutissent à une solution acceptable - quitte à ce qu'il y ait quelques dégâts individuels, dont il ne maîtrise pas le risque et la gravité. Le médecin, lui, est dans une logique de soin individuel et il est particulièrement sensible au fait que le collectif, les leaders de l'action exercent une pression sur l'individu, menaçant sa santé physique et psychique. En caricaturant, on pourrait dire que tout gréviste qui abandonne la grève soulage le médecin et inquiète l'avocat. Dans les cas que j'ai pu observer, avocats et médecins ne se fréquentent pas trop et sont relativement circonspects l'un vis-à-vis de l'autre, même s'ils respectent le rôle de chacun.

Le risque majeur : basculer dans l'inhumanité

Beaucoup d'acteurs se rencontrent lors d'une grève de la faim. On a pu voir, pour le cas de Saint-Gilles, que chacun a eu beaucoup de difficultés à trouver une place juste : avocats, voisins, associations, militants se sont retrouvés sur la scène à l'un ou l'autre moment, s'en sont retirés, en ont été exclus sans bien se comprendre, sans partager toute l'information, en développant des alliances plus ou moins secrètes, en se blessant mutuellement.

A Saint-Gilles, certaines tensions me sont apparues, sur le moment, propres à ce cas particulier. Par la suite, j'ai réalisé qu'elles se produisent toujours et sont inhérentes aux caractéristiques d'une grève de la faim : mise en jeu du corps, violence, rupture, désespoir d'une parole sans issue.

La mise en jeu du corps est dramatique et provoque un sentiment d'urgence chez tous les acteurs. Le risque de mort est moins immédiat que ne l'imaginent les non soignants, mais il est constamment brandi. Et le caractère aigu des souffrances, hautement extériorisé, soulève l'angoisse et le sentiment qu'il faut agir dans l'immédiat. Du côté des soignants, ceux qui ont l'expérience savent que certains symptômes, tout impressionnants qu'ils soient, ne sont pas signes d'une mort proche ; par contre, ils savent aussi, beaucoup mieux que les profanes, que des séquelles irréversibles peuvent survenir au bout de deux semaines, y compris sur le plan psychique. Quels que soient leur position, leur rôle, les différents acteurs sont donc pris, chacun à sa manière, par une inquiétude qui les plonge dans le stress, les empêche de prendre du recul et est propre à pousser les tensions et l'agressivité au maximum.

Moment de rupture pour les grévistes, la grève de la faim fait aussi irruption brutalement dans la vie des intervenants ; ils se retrouvent sur une scène dramatique, sans sommation,



sans s'y être préparés, sans avoir pu se concerter, sans se connaître au départ – et alors que peu d'entre eux ont l'habitude de ce type de situation. Lors de la grève de la faim de la rue Royale (150 personnes), pour laquelle il a été très difficile de réunir des conditions satisfaisantes pour le suivi médical, certains médecins ont dit, sous le coup de l'angoisse, que les grévistes auraient dû *les prévenir, pour leur permettre de s'organiser*, ce qui est évidemment contraire à la tension dramatique dont la mise en place fait partie intégrante de ce type d'action. Dans certains cas, des avocats sont sur le terrain dès le départ ; les soignants les soupçonnent alors d'avoir soutenu le mot d'ordre de grève, voire d'encourager les grévistes à ne pas lâcher et leur en veulent de ne pas s'être d'abord concertés avec eux.

La violence est aux sources d'un mouvement de grève de la faim : objet d'une violence d'état, les grévistes retournent cette violence contre eux-mêmes, dans un sursaut désespéré. Et il est tragique de constater que cette action même les confronte à de nouvelles violences : la pression des leaders ou des soutiens, le mauvais accueil dans les hôpitaux, le mutisme du politique, avant que celui-ci n'en vienne, comme à Saint-Gilles, à une action clairement violente – ou, comme dans la plupart des autres cas, à des propositions bancales qui ne constituent en aucune façon une réponse juste aux revendications posées. Les intervenants sont eux aussi exposés à la violence et à la pression venant de toutes parts, comme on l'a vu pour les médecins.

J'ai dit que la grève de la faim est **une action de parole**. Mais il apparaît clairement que cette parole se heurte constamment au mensonge, à la dissimulation. En effet, il y a différents terrains de négociations : entre les leaders et les avocats, entre les avocats et l'Office des étrangers, dans les cabinets... Il s'agit avant tout de marchandages, de pressions, de rapports de force sur fond d'arbitraire. Dès lors, une grande part de ces négociations reste, et doit sans doute rester secrète : certains acteurs ont des informations qu'ils ne livrent pas, ou seulement par bribes, en recommandant le secret ; peu

d'acteurs, et peut-être aucun, ne savent exactement ce qui se passe.

Le climat est à la méfiance généralisée : toute parole risque d'entraîner des conséquences non voulues, aucune confidentialité n'est possible malgré la pratique du secret. La méfiance règne, tout le temps ou à certains moments, entre tous les acteurs, fussent-ils, au départ du même côté. Le risque de trahison, le sentiment d'être trompé, guettent chacun : depuis les grévistes qui craignent d'être « roulés » s'ils acceptent telle ou telle proposition, même si celle-ci est soutenue par leurs avocats, jusqu'aux médecins qui soupçonnent les avocats de pousser au maintien de la grève ou qui sont blessés par le mensonge de certains grévistes qui se nourrissent en cachette.

Le sentiment d'être exploité, instrumentalisé, règne aussi parmi de nombreux acteurs : les médecins se sentent l'otage des grévistes. Ils sont menacés d'être instrumentalisés par le politique. Ils craignent d'être manipulés par les leaders. En amont de la grève, les sans-papiers sont exploités par une politique qui ne leur reconnaît pas un statut digne tout en laissant de larges secteurs économiques profiter de la main d'œuvre corvéable à merci qu'ils représentent. Sur le terrain de la grève, ils se sentent exploités par les « soutiens » ou/et les leaders, qui, sans faire la grève de la faim, entendent bien bénéficier de leur « sacrifice »...